

Rue du Dépistage

« Si tu ne vas pas au dépistage, le dépistage ira à toi ! » Telle pourrait être la devise de l'association de recherche européenne pour la médecine et l'informatique interactive (Aremédia). Chaque mois, en partenariat avec l'hôpital Fernand-Widal (Paris), elle va à la rencontre des personnes les plus vulnérables, ou exclues des dispositifs de santé, afin de leur proposer une consultation et un test, dans les mêmes conditions que celles d'un Centre de dépistage anonyme et gratuit (CDAG). Ces actions hors les murs se déroulent parfois en des lieux improbables. Reportage.

En pénétrant dans la vaste salle, l'œil est attiré par une monumentale allégorie en plâtre figurant la Fraternité. En haut-relief, deux guerriers aux muscles saillants s'étreignent en une virile effusion. Au sol, comme posée à leurs pieds, une imposante estrade en chêne ceinte d'une balustrade lourdement décorée. Un immense bureau trône en son centre. Face à cet ensemble, une peinture murale de style pointilliste, également imposante, offre une scène de vie du début du XX^e siècle. Un faucheur devise avec sa dame, tandis que des enfants gambadent autour d'eux. Entre ces deux « œuvres », accrochée au mur, la photographie officielle du chef de l'État, Jacques Chirac. Souriant, le Président semble jeter un regard bienveillant sur un piédestal où repose le buste de Marianne, symbole indéfectible de la République française. C'est dans ce décor solennel, un tantinet suranné, que chaque semaine des couples passent devant monsieur le Maire, en se promettant, entre autres, « fidélité, secours et assistance » au son de *la Marche nuptiale* de Félix Mendelssohn-Bartholdy. Nous sommes en effet dans la salle des mariages de l'hôtel de ville du X^e arrondissement de Paris. Aujourd'hui, c'est pourtant une tout autre cérémonie qui s'y déroulera.

Repérer le client. L'équipe d'Aremédia installe des paravents en manière de box de consultation, du matériel d'information, de prévention et dresse un petit buffet de convivialité. L'association étant rompue à l'exercice, en moins d'une heure tout est en place. Salariés et bénévoles, soutenus par des militants d'Aides-Île-de-France, sont opérationnels. Objectif prioritaire de l'après-midi : marauder dans le quartier à la rencontre des dizaines de rabatteurs afin de leur proposer un test de dépistage de l'infection à VIH et des hépatites. Si le X^e arrondissement compte une soixantaine de nationalités différentes, au croisement de la rue du Château-d'Eau et du boulevard de Strasbourg, ce sont principalement les Ivoiriens qui ont pignon sur rue et s'activent pour faire vivre de minuscules salons de coiffure communautaires, implantés en enfilade le long des trottoirs. Charge aux rabatteurs d'y attirer la clientèle. Pour ce travail ingrat, et à condition qu'ils fassent effectivement s'asseoir le chaland dans un fauteuil, ils recevront quelques euros de la main à la main. Un modeste pécule qui leur permettra juste de survivre. La solidarité qui les unit étant censée faire le reste. Tous sont des sans-papiers. Dans la rue, c'est le règne de la débrouille, de la vie au jour le jour. Dans ce contexte de totale précarité, la santé, la prévention et le dépistage sont bien loin des préoccupations de ces jeunes hommes.

L'approche. En tout début d'après-midi, tracts en main et préservatifs en poche, Charlotte et Abdou, respectivement animatrice et éducateur de prévention à Aremédia, partent arpenter l'asphalte, en compagnie de Cissé, qui connaît bien le terrain. S'il n'a jamais été rabatteur, il sait leur galère quotidienne. Originaire de Côte d'Ivoire, lui aussi est, pour l'instant, en situation administrative irrégulière. Bénévole, Cissé répond toujours présent à l'appel d'Aremédia, structure qu'il a connue par le biais d'un ami. Atteint d'une pathologie oculaire nécessitant une inter-

CONTACT

Aremédia
107 bis, rue du Faubourg-Saint-Denis
75010 Paris
tél. : +33 (0) 1 47 70 07 70
www.aremédia.org

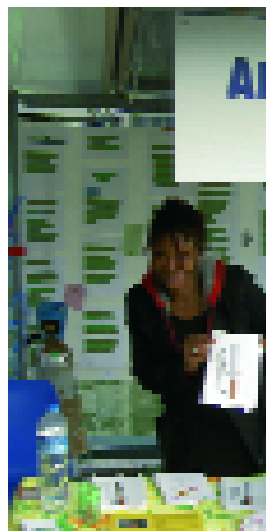
vention chirurgicale, c'est grâce à l'association qu'il a pu obtenir l'aide médicale d'État, puis se faire opérer. Mais ce n'est pas seulement en guise de remerciement qu'il est là aujourd'hui. Avant tout, Cissé a la fibre associative. De surcroît, le sida et les questions de santé sont des sujets qu'il manie depuis des années. Avant d'arriver en France, il y a plus de deux ans, il travaillait pour Médecins sans frontières. Aide-soignant formé sur le tas, il prenait en charge les personnes tuberculeuses incarcérées à la prison civile d'Abidjan.

Cissé connaît plus ou moins tous les rabatteurs du quartier. En dehors de l'action de dépistage qu'Aremédia organise ici trois fois par an, l'équipe distribue des préservatifs tous les quinze jours. Pour l'heure, le bénévole va au-devant d'un jeune en faction devant un salon de coiffure. Il ne l'a jamais vu. Poignée de main, deux ou trois plaisanteries rapidement échangées et il l'invite à venir à la mairie. « *J'ai trop de soucis pour m'occuper du sida*, lui répond-il. *Je ferai le test quand je saurai où dormir !* » Cissé n'insiste pas. Il lui remet une brochure d'information sur laquelle figurent les coordonnées de l'association et glisse une capote dans une poche de sa parka. « *Il y en a beaucoup qui ne mettent pas de préservatif. Ils pensent que quelqu'un qui a le VIH, ça se voit. Le plus souvent, ils font confiance. En plus, ils ont des conditions de vie très difficiles ; les rapports sexuels, c'est souvent vite fait* », explique Cissé, en poussant la porte d'un petit salon bondé. À l'intérieur, il s'adresse aussi aux clients. En ce milieu de semaine, il s'agit majoritairement de femmes. Pendant ce temps, Charlotte et Abdou continuent de draguer les trottoirs et les bouches de métro où se regroupent jusqu'à une quinzaine de rabatteurs. On estime qu'ils sont une centaine à travailler dans le quartier. La plupart sont des primo-arrivants. Si devenir rabatteur signifie pour eux mettre le pied sur la première marche de l'intégration – légale ou illégale –, ceux qui ont l'opportunité de trouver un travail mieux payé, et moins dur, n'hésitent pas. De fait, le turnover est très important dans la « profession ».

Un travail de fourni... Au même moment, les premiers consultants se présentent à la salle des mariages. Ils n'ont rien de rabatteurs. Peut-être ont-ils profité d'une démarche en mairie ou lu une annonce dans la presse locale ou gratuite. Cheville ouvrière de l'initiative, Dominique Vamur, éducatrice spécialisée de formation, coordinatrice et responsable de l'association, n'économise pas son énergie pour communiquer autour de l'opération, informant par exemple toutes les associations de l'arrondissement. « *Au départ, j'avoue que j'étais un peu réticent* », confie le

Dr Shelly, directeur et fondateur d'Aremédia et médecin coordinateur du CDAG de Fernand-Widal. Et de préciser : « *Pas sur le fond, bien sûr, mais sur la forme. C'est une organisation assez lourde. Mais Dominique a su frapper aux bonnes portes et trouver les financements nécessaires à ces opérations, notamment auprès de la Ddass et de Sidaction.* » Dès 1998, Aremédia et le CDAG ont mis sur pied des actions d'information autour du dépistage hors les murs. Mais à l'époque, les tests ne pouvaient pas être réalisés sur place. Après les entretiens, les personnes étaient invitées à se rendre au CDAG, alors situé à l'hôpital Lariboisière. En 2001, le Centre, qui avait entre temps été transféré à Fernand-Widal, a obtenu une dérogation de la Direction générale de la santé pour effectuer des prélèvements en dehors de l'institution hospitalière. À la condition expresse que le processus se déroule de la même façon qu'à l'hôpital. L'ensemble des intervenants a d'ailleurs été formé par le personnel du CDAG. « *Nous sommes totalement inscrits dans une logique de service public, et cela ne souffre pas le bricolage* », souligne le praticien. C'est également l'équipe hospitalière qui prépare le matériel nécessaire aux prélèvements et vérifie les dossiers à l'issue de l'action. « *Une surcharge réelle de travail que l'équipe du CDAG accomplit de bonne grâce* », indique le Dr Shelly. Aujourd'hui, au vu des résultats obtenus, personne ne contesterait la pertinence et l'utilité d'une telle initiative. Sans doute est-elle même la seule de son genre en France. En terme de prévalence, le CDAG est ainsi devenu, avec plus de 2 % de tests positifs, le premier

« Nous sommes totalement inscrits dans une logique de service public, et cela ne souffre pas le bricolage. »



Centre de l'Hexagone. En 2000, il effectuait 7 000 tests par an. Ce chiffre a quasiment doublé pour atteindre 13 000 prélèvements en 2004. « Certes, le Centre a gagné en visibilité depuis son déménagement, mais ce résultat est aussi le fruit du travail de fourmi que nous faisons toute l'année sur le terrain. Le bouche-à-oreille fonctionne aussi pleinement. Il n'est plus rare, par exemple, que des femmes originaires d'Afrique subsaharienne viennent spontanément se faire dépister à l'hôpital. Un phénomène inimaginable il y a encore quelques années », constate-t-il.

... et de réseau. « En fait, notre démarche est assez simple et tient en deux idées : proximité et adaptation au territoire. Et notre stratégie s'appuie sur le "réseautage" », explique Dominique Vamur. « Plus qu'une affaire de moyens, complète le Dr Shelly, je crois d'abord qu'il nous faut avoir la volonté de travailler autrement et, surtout, ensemble. Mon souhait est que chaque CDAG parisien tisse des liens avec les associations de son quartier pour agir sur leur territoire. » Faute d'ailleurs d'avoir pu identifier des relais, l'association ne parvient pas à établir de contacts avec la communauté chinoise, émergente dans le Xe. « Nous avons aussi des difficultés avec les personnes issues de l'immigration maghrébine. Plusieurs foyers sont implantés dans le quartier. Il y a un gros travail d'information et de prévention à faire, mais nous butons là aussi sur l'absence de relais », regrette Dominique Vamur. En revanche, lors de ses maraudes, l'équipe a, à plusieurs reprises, repéré des mineurs isolés qu'elle a ensuite confiés aux bons soins de l'association Enfants du monde. Aujourd'hui, avec entre 20 et 25 actions annuelles hors les murs, qui se déroulent aussi dans les

IX^e et XIX^e arrondissements, les soignants bénévoles ne suffisent plus à la tâche ; un médecin et une infirmière vacataires viennent désormais renforcer l'équipe.

La rencontre. En milieu d'après-midi, les rabatteurs arrivent dans la salle des mariages par groupes de trois ou quatre. C'est Zeynaba, bénévole et aide-soignante à l'hôpital Tenon, qui les accueille, leur explique le déroulement du dépistage et... les rassure. Outre l'appréhension du prélèvement, la majeure partie d'entre eux n'a jamais consulté un médecin. Dans une dizaine de jours, ils auront rendez-vous au CDAG avec le Dr Shelly pour prendre connaissance des résultats. Le taux de « perdus de vue », qui oscille entre 10 % et 15 %, est identique à celui enregistré par les autres CDAG. « C'est important qu'ils sachent que c'est moi qu'ils verront à l'hôpital, explique le médecin, car on a établi un lien de confiance au moment du dépistage. Cette deuxième consultation permet d'aborder des questions de santé plus larges et, en partenariat avec

Aremédia, l'amorce d'une prise en charge sociale et psychologique. »

« Il est indispensable que les soignants puissent aller à la rencontre des personnes là où elles se trouvent. »

« Il est indispensable que les soignants puissent aller à la rencontre des personnes là où elles se trouvent. L'hôpital n'a pas suffisamment cette culture », relève le Pr Bertrand, chef du service de santé publique de Fernand-Widal, actuellement détaché en tant que médecin national de

l'assurance-maladie du régime agricole. Et de poursuivre : « Ce que je retiens des entretiens que j'ai eus au cours de l'après-midi, c'est que les gens sont moins attentifs au port du préservatif. C'est clair, il y a un relâchement. Mais il y a aussi ceux et celles qui ne se protègent jamais. Pour ma part, je les invite à faire des efforts. J'essaie de leur dire que la première fois, cela ne sera peut-être pas terrible mais qu'ils s'habitueront. En tout cas, j'insiste pour qu'ils réfléchissent aux risques qu'ils prennent. » Au total, en quelques heures, l'action aura permis d'effectuer une cinquantaine de tests de dépistage. « Pour la première fois, note Dominique Vamur, des jeunes femmes prostituées sont également venues. C'est très encourageant, car c'est un groupe diffus que nous avons ordinairement beaucoup de mal à approcher. » Assurément, c'est très encourageant.



© Aremédia